



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES DU 2 AU 8 NOVEMBRE 2021

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES

AU CANADA

Brèves du 2 – 8 novembre 2021

Politiques économiques

Le Premier ministre Trudeau annonce de nouvelles ambitions en matière de politique environnementale à l'occasion de la COP 26

Dans le cadre de la COP 26 (*Conference of the Parties*) qui se tient à Glasgow entre le 31 octobre et le 12 novembre, le Premier ministre canadien Justin Trudeau a souhaité positionner le Canada parmi les chefs de file de la lutte contre les changements climatiques. Le PM s'est notamment exprimé sur la tarification carbone, annonçant vouloir « que 60 % des gaz à effet de serre dans le monde soient couverts par un prix sur la pollution d'ici 2030 ». Le gouvernement canadien a également mis en avant son souhait de mettre un terme au financement des projets liés aux énergies fossiles d'ici 2022.

Le régulateur bancaire (BSIF) annonce la levée des restrictions temporaires mises en place en mars 2020

Le 4 novembre, le Bureau du Surintendant des institutions financières, principal régulateur bancaire canadien, a annoncé la levée des restrictions mises en place au début de la pandémie de Covid-19. Ces restrictions concernaient notamment les versements de dividendes, les rachats d'actions et la rémunération des dirigeants. Le BSIF a toutefois précisé qu'il était attendu des différentes institutions bancaires et financières qu'elles restent « responsables » afin de garantir leur viabilité.

Le Québec et l'Ontario font volte-face sur la vaccination obligatoire du personnel soignant

Le ministre de la santé du Québec, Christian Dubé, a annoncé le 3 novembre qu'en raison d'une pénurie croissante de main-d'œuvre dans le secteur, la province n'exigerait plus que ses personnels de santé soient entièrement vaccinés, à rebours des annonces faites en septembre, et bien que près de 97% des travailleurs du secteur soient d'ores et déjà vaccinés. Par ailleurs, le Premier ministre de l'Ontario Doug Ford a également annoncé que la province n'exigerait pas la vaccination du personnel soignant, à l'exception des personnes travaillant dans les établissements de soins de longue durée.

Le gouvernement de l'Ontario annonce une hausse du salaire minimum à partir du 1^{er} janvier 2022

Le gouvernement provincial a annoncé le 2 novembre que le salaire minimum horaire passerait de 14,35 CAD (10 €) à 15 CAD (10,44 €) à compter du 1^{er} janvier prochain. Cette mesure concernerait également les employé(e)s des débits de boisson, qui recevaient précédemment un salaire horaire inférieur au salaire minimum (12,55 CAD, soit 8,73 €) en raison des pourboires, et profiteraient donc d'une hausse historique de près de 20% de leur salaire.

Implantation d'une antenne de l'International Sustainability Standards Board (ISSB) à Montréal

En marge de la COP 26, l'*International Financial Reports Standards* (IFRS) a annoncé la création d'un comité dédié à la publication des documents extra-financiers par les entreprises du secteur financier. Ce nouveau comité (ISSB) disposera de deux

implantations principales, l'une à Francfort et l'autre à Montréal, qui aura notamment la charge de couvrir les marchés nord-américains. Cette implantation traduit la volonté de la métropole québécoise de se positionner comme l'un des chefs de file en matière de finance durable.

Entreprises

Bombardier investit 400 M USD pour une nouvelle usine à Mississauga (Ontario)

L'entreprise aéronautique montréalaise a annoncé le 2 novembre un nouvel investissement d'un montant estimé à 400 M USD (345 M €) pour la construction d'une nouvelle usine à Mississauga, près de l'aéroport international Pearson. Ce nouveau site de production sera exclusivement consacré à la fabrication de jets d'affaires, notamment le Global 7500, et emploiera plus de 2 000 personnes, principalement transférées du site de Downsview (Toronto).

Les débats se poursuivent autour de la fusion Shaw-Rogers dans le secteur des télécoms

Tandis que les protagonistes doivent être entendus le 22 novembre par le principal régulateur fédéral du secteur, le Conseil de la Radiodiffusion et des Télécommunications Canadiennes (CRTC), leurs principaux concurrents (notamment Bell et Telus) souhaitent que cette entrevue soit repoussée, considérant que les conditions ne sont pas réunies pour garantir que le rachat de Shaw par Rogers n'affecte pas l'état concurrentiel du marché des télécoms canadien. Il convient toutefois de rappeler

que deux autres entités (le Bureau de la Concurrence et le ministère de l'Innovation et du Développement économique) examinent également cette possible fusion.

Les électeurs du Maine se prononcent contre le projet de ligne de transport d'électricité *New England Clean Energy Connect* d'Hydro-Québec

La question soumise aux citoyens du Maine demandait de bannir tout projet de construction de ligne électrique sur le territoire, rétroactivement à 2020, et d'exiger une majorité des deux tiers des élus pour accepter tout projet futur. Les électeurs ont voté dans une proportion d'environ 60 % contre le projet d'Hydro-Québec. Hydro-Québec a annoncé « *entreprendre les actions nécessaires pour faire reconnaître ses droits et assurer la poursuite de la construction du projet qui contribuera de façon importante à la lutte aux changements climatiques* ». C'est la deuxième fois que le contrat d'exportation vers le Massachusetts se heurte à l'opposition des citoyens.

La fusion entre Abipa Canada et le groupe français ARM acte la création d'un leader international de l'usinage aéronautique

Le rapprochement entre les entreprises française et canadienne, sous le nom d'Abipa International, a été acté le 5 novembre, en présence d'Eric Girard, ministre des Finances du Québec. Adipa International bénéficiera d'un soutien du fonds de solidarité FTQ ainsi qu'Exportation Development Canada (EDC) à hauteur de 15 M CAD (10 M €). Le chiffre d'affaires consolidé du nouveau groupe ainsi formé est estimé à 100 M CAD (67 M €).